



Affaire suivie par : Marc TRKULJA

Tel : 05.57.04.51.17

E-mail : marc.trkulja@cea.fr

REGLEMENT POUR L'APPEL D'OFFRES **RESTREINT**

« Centre d'usinage 5 axes à l'eau claire »

REF. B25-00686

Référence : Code de la commande publique et dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Ce document est mis à disposition des sociétés au stade de la phase 1 dite « phase de candidatures » de l'appel d'offres restreint passé dans le cadre de la commande publique (marchés publics de défense ou de sécurité) . **Il a pour objectif d'informer les candidats des conditions de déroulement de la phase 2 dite « phase offres ».**

Au stade de la phase « candidatures », les documents demandés aux sociétés qui souhaitent se porter candidates à cet appel d'offres sont détaillés dans l'avis d'appel à la concurrence référencé dans l'article 1 « Objet » du présent document.

Nombre total de pages : 14



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET.....	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE.....	3
ARTICLE 3 : REFERENTIEL APPLICABLE	3
ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5 : GROUPEMENT.....	3
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 7 : VARIANTES.....	4
ARTICLE 8 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	4
ARTICLE 9 : ECHANGES DEMATERIALISES	5
ARTICLE 10 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 11 : CRITERES DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES ET DE SELECTION DES OFFRES 7	
ARTICLE 12 : PRESENTATION DU DOSSIER.....	8
ARTICLE 13 : REMISE DE L'OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE.....	9
ARTICLE 14 : VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS GENERALES	11
ANNEXE 1 : MODALITES D'ACCES AUX DOCUMENTS DE NIVEAU DIFFUSION RESTREINTE DE LA CONSULTATION	13
ANNEXE 2 : DISPOSITIONS PRATIQUES DE REMISE DE DOCUMENTS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	14

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent règlement d'appel d'offres a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera l'appel d'offres relatif à la fourniture d'un centre d'usinage 5 axes à l'eau claire .

Le présent règlement d'appel d'offres est relatif à l'avis d'appel à la concurrence publié au Journal officiel de l'union européenne le 10/04/2025 sous le n° 235021-2025 et le rectificatif 248488-2025 du 16/04/2025 (allongement de durée du futur marché).

Le CEA invite les entreprises, ci-après également désignées par le ou les « soumissionnaire(s) » en phase offre, destinataires du Dossier de consultation des entreprises (DCE) à soumettre au CEA leur offre conformément aux dispositions du présent règlement d'appel d'offres.

ARTICLE 2 : PROCEDURE

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

La procédure de passation retenue par le CEA est l'appel d'offres restreint.

ARTICLE 3 : REFERENTIEL APPLICABLE

3.1 - Généralités

Les marchés du CEA DAM sont soumis aux Conditions générales d'achat du CEA (CGA, édition janvier 2022), téléchargeables sur le site <http://www.cea.fr>, accès directs, entreprises.

3.2 - Protection du secret

L'exécution du marché implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT

Ce marché présente un seul lot

ARTICLE 5 : GROUPEMENT

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint.

En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

Pour chaque sous-traitant identifié dans l'offre, le formulaire DC4 doit être complété et signé.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 7 : VARIANTES

Conformément à l'avis de marché, les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 8 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

8.1 - Constitution du DCE

Le DCE remis en phase « offre » est constitué des documents suivants :

- ✓ L'avis de marché mentionné à l'article 1 ci-avant (document DO) ;
- ✓ la lettre d'invitation à soumissionner qui sera envoyée aux candidats retenus (document DO) ;
- ✓ L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de Diffusion Restreinte – déclinaison en règle de sécurité informatique (document DO) ;
- ✓ Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B (document DO) ;
- ✓ le présent règlement d'appel d'offres (document DO) ;
- ✓ le tableau de décomposition des prix (document DR) ;
- ✓ le projet de marché et ses documents y afférents (document DR) ;
- ✓ le cahier des charges et ses documents y afférents (document DR).

8.2 - Modalités de mise à disposition du DCE

En application de l'article R2132-2 du code de la commande publique, les documents constitutifs du DCE sont disponibles, sous forme de fichiers, sur la plateforme de dématérialisation PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La version PDF prévaut sur la forme numérique native, qu'il s'agisse du même document ou de la même information sous deux documents différents.

Les documents Diffusion Ordinaire (DO) du DCE sont disponibles dès la publication de l'avis de marché et librement accessibles sur la plateforme de dématérialisation PLACE. Il s'agit de :

- ✓ L'avis de marché mentionné à l'article 1 ci-avant ;
- ✓ Le présent règlement de consultation ;
- ✓ L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règles de sécurité informatique ;
- ✓ Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM A000D SJD DIR 15002413 A.

Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, les documents Diffusion Restreinte (DR) du DCE seront communiqués aux candidats retenus pour la phase « offre » de la

consultation via la plateforme de dématérialisation, sous réserve de la signature par les soumissionnaires de l'Engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règles de sécurité informatique, aux seuls candidats admis à soumissionner.

Les modalités d'accès à ces documents DR sont détaillées en annexe 1 du présent règlement.

8.3 - Acceptation du DCE

Le fait de soumissionner à la présente consultation, emporte pleine acceptation de la procédure et de l'ensemble des documents constitutifs du DCE.

ARTICLE 9 : ECHANGES DEMATERIALISES

9.1 - Utilisation de la plateforme dématérialisée

Le CEA transmettra toutes informations utiles au présent appel d'offre via la plateforme dématérialisée PLACE, à l'adresse mail déclarée par le soumissionnaire lors de la procédure d'authentification et d'inscription.

Le CEA attire votre attention sur le fait :

- ✓ Qu'il incombe au soumissionnaire de s'assurer que l'adresse mail déclarée par ses soins lors de la procédure d'authentification et d'inscription est active et pertinente, au regard de l'organisation de l'entreprise.
- ✓ Que le téléchargement anonyme du DCE ne requérant pas d'adresse mail, il ne donne pas accès aux informations mises sur la plateforme dématérialisée, en particulier les réponses apportées par le CEA aux questions des soumissionnaires ou les modifications du DCE.

Pour toute question, il vous est possible de vous référer à la rubrique AIDE de la plateforme PLACE ou de contacter le support au 01.76.64.74.07.

9.2 - Modalités d'échanges sur la plateforme dématérialisée

Le candidat/soumissionnaire est informé que les échanges électroniques font l'objet d'accusés de réception horodatés par le destinataire.

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, le candidat/soumissionnaire peut transmettre une copie de sauvegarde, suivant des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'utilisation de la plateforme de dématérialisation est soumise aux conditions de « l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique » signé par le candidat / soumissionnaire en début de procédure pour les échanges de niveau Diffusion Restreinte. Dans ce cadre, les échanges seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plateforme.

ARTICLE 10 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION

10.1 - Visite du site

Aucune visite sur site n'est prévue.

10.2 - Questions posées par les soumissionnaires (phase offre)

Le CEA impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit. Les échanges de questions / réponses seront effectués en utilisant les fonctionnalités de messagerie électronique disponibles sur la plate-forme de dématérialisation. En cas d'échanges d'informations DR, ceux-ci seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plate-forme.

Pour rappel, les modalités d'échange sur la plate-forme dématérialisée figurent à l'article 9.2.

Les questions seront posées via un fichier navette (EXCEL au format .xlsx). Ce fichier sera unique, conservera la trace de toutes les questions posées et réponses apportées et prendra la forme suivante :

N° d'ordre	Document du DCE concerné par la question	Page et Paragraphe du document	Question du soumissionnaire	Réponse apportée

De manière générale, aucune information importante ne sera portée dans les textes des mails. Ceux-ci sont à considérer comme un « service courrier » permettant des envois et réception de pièces jointes.

Questions des soumissionnaires : Toutes les questions devront être adressées à l'interlocuteur CEA au plus tard à la date figurant dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Réponses du CEA aux questions des soumissionnaires : La date au plus tard de réponses aux questions est indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Le CEA s'engage à répondre aux questions des soumissionnaires et, à des fins d'égalité de traitement, à communiquer les réponses à l'ensemble des soumissionnaires sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

10.3 - Modifications de détail du DCE

Le CEA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, au plus tard jusqu'à la date limite d'envoi des réponses aux questions fixée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du DCE modifié.

10.4 - Date de réception des dossiers (candidature et offre)

La date et l'heure limite de réception des dossiers de candidature sont précisées dans l'avis de marché référencé à l'article 1 ci-avant.

La date et l'heure limite de réception des offres seront précisées dans la lettre d'invitation à

soumissionner qui sera envoyée aux candidats retenus.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ces délais, le dossier (candidature et offre) ne sera pas pris en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminé.

10.5 - Audition des soumissionnaires

Postérieurement à la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité d'auditionner séparément chaque soumissionnaire. Ce dernier sera invité à présenter oralement son offre dans le but d'apporter des précisions et des compléments d'informations. L'audition aura lieu dans les locaux du CEA à Le BARP.

Par souci d'égalité, la durée de ces auditions et le nombre de participants seront limités et identiques pour les soumissionnaires, soit au maximum 2,5 heures et 3 représentants par offre. Les soumissionnaires veilleront à s'assurer de la présence du responsable de contrat pressenti.

A l'issue des auditions, les soumissionnaires rédigeront un compte-rendu, qui après acceptation du CEA, fera partie intégrante à leur offre.

10.6 - Demandes de précision sur les offres

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur offre. Les réponses auront pour but de préciser l'offre mais en aucun cas, ne pourront apporter de modification à cette dernière.

ARTICLE 11 : CRITERES DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES ET DE SELECTION DES OFFRES

11.1 - Critères de recevabilité des candidatures

Les critères de recevabilité des candidatures sont définis dans l'avis de marché.

11.2 - Critères de sélection des offres

Le CEA retiendra l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits ci-après en cohérence avec le paragraphe suivant :

Critères	Pondération
Prix (montant global du marché incluant les prestations forfaitaires, fermes et optionnelles).	50 %
Pertinence technique (matrice de conformité aux exigences du cahier des charges)	30 %
Organisation retenue et adéquation des compétences avec les prestations à réaliser, capacité de mobilisation des ressources, engagement sur le respect des délais (planning), capacité de maintenance préventive et curative sur une longue période (jusqu'à 12 ans après réception)	15 %
Mesures et/ou dispositifs de réduction des impacts environnementaux à la réalisation, à l'installation et à l'utilisation du centre d'usinage	5 %

11.3 - Informations des candidats / soumissionnaires suite au choix du CEA

Les candidats / soumissionnaires dont la candidature ou l'offre n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

Les documents du DCE de niveau DR (Diffusion restreinte), transmis via la plateforme dématérialisée, doivent être détruits comme indiqué dans la lettre « du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique », après la fin de la procédure. Dans ce cadre, les soumissionnaires concernés devront envoyer au CEA une attestation sur l'honneur de destruction ou d'effacement des documents.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DU DOSSIER

12.1 - Présentation de la candidature

Le contenu de la candidature à remettre au CEA est décrit de manière exhaustive dans l'avis de marché.

12.2 - Présentation de l'offre

Le soumissionnaire devra impérativement remettre une offre comportant à minima les éléments listés ci-dessous en respectant la décomposition par rubrique donnée ci-après. Dans le cas où le soumissionnaire désire présenter des éléments en annexe d'une rubrique, ces annexes devront impérativement être regroupées à la fin de ladite rubrique et non pas être reléguées en fin des documents de l'offre.

L'offre doit, pour être prise en considération, être en tout point conforme aux exigences contractuelles et techniques du DCE.

12.2.1 - Dossier n° 1 : Pièces administratives :

- ✓ Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email).
- ✓ Le cas échéant, la convention ou le projet de convention de groupement précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement.
- ✓ Le cas échéant, les demandes d'acceptation de sous-traitance (sur la base du formulaire DC4 - Déclaration de sous-traitance du Ministère de l'économie et des finances, Direction des affaires juridiques).

12.2.2 - Dossier n° 2 : Proposition financière et contractuelle :

- ✓ Un fichier informatique comprenant les tableaux de chiffrage fournis dans le DCE (cf. fichier « grille de prix.xlsx ») dûment remplis sera obligatoirement fourni avec l'offre sous format XLSX. Les onglets de la grille de prix ne doivent pas être modifiés, le détail des calculs peut être reporté dans des onglets supplémentaires. Une version pdf sera également jointe. La version pdf prévaut sur la forme numérique native.
- ✓ Une proposition commerciale apportant des précisions sur le chiffrage effectué.
- ✓ Le projet de marché paraphé et complété en page de garde.
- ✓ Avance :
Conformément à la réglementation applicable, une avance peut être accordée au Titulaire dans les conditions définies par le projet de marché. Le Titulaire peut

refuser le versement de l'avance, le cas échéant le soumissionnaire concerné doit l'indiquer dans son offre.

12.2.3 - Dossier n° 3 : Proposition technique :

La proposition technique doit répondre de manière précise aux exigences du cahier des charges et être IMPERATIVEMENT présentée selon les chapitres suivants :

Chapitre 1 : Pertinence technique

- Un mémoire technique détaillé de la machine et des systèmes auxiliaires,
- Une matrice de conformité reprenant les exigences « SPEC-xx » du cahier des charges : matrice indiquant « C » : conforme ; « NC » : non conforme ; « PC » : partiellement conforme et précisant pour les mentions « NC » et « PC », l'étendue de la non-conformité et les solutions palliatives proposées,
- Un dossier d'implantation préliminaire,

Chapitre 2 : Organisation

- Un planning projet avec le séquençage des opérations d'approvisionnement des différents matériels et des interventions sur Site et les délais de livraison (à réception de commande) en détaillant les études, réalisations, recettes, transport, installation, formation...
- L'organigramme prévisionnel de l'équipe (y compris sous-traitée, le cas échéant).
- Les compétences mobilisées à chaque étape du marché, en affinant si besoin sur les présentations faites en phase de candidature, les profils types (qualifications, certifications, expériences). *Si le soumissionnaire propose les CV des personnels pressentis, ceux-ci doivent être non nominatifs.*
- L'objet et la durée de garantie des machines et des systèmes auxiliaires,
- Les modalités de maintenance dans et hors garantie (type d'assistance téléphonique ou sur site, et délai d'intervention),
- Une proposition de plan de formation pour les machines et les systèmes auxiliaires.

Chapitre 3 : environnement

Un descriptif des solutions mises en œuvre afin de réduire les impacts environnementaux à chaque étape du marché.

ARTICLE 13 : REMISE DE L'OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE

1 - En cas de remise du dossier (candidature et offre) sous format électronique, ce dernier doit être déposé sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse indiquée *supra*, selon les recommandations figurant ci-avant.

L'enveloppe électronique contenant le dossier doit être un fichier unique au format .zip contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement. Ces éléments sont impérativement des fichiers au format .pdf ou compatibles avec Microsoft Office 2003.

En annexe 2, le CEA vous rappelle les dispositions pratiques de remise des documents par voie électronique.

2 – En cas de remise du dossier (candidature et offre) sous format papier, ce dernier doit être adressé par voie postale via un courrier recommandé en deux exemplaires papier (un original et une copie) et un exemplaire électronique (un CD-ROM) ou déposé par un organisme

transporteur ou le candidat/soumissionnaire à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">CEA CESTA Bureau des affaires commerciales A l'attention de Marc Trkulja Parc Scientifique et technologique Laseris 1 Avenue du Médoc – Bâtiment BEHL 33114 LE BARP</p>

Si le dossier contient des documents classifiés, il ne peut être déposé sur la plateforme de dématérialisation PLACE ni transmis par courriel, et doit être remis selon l'un des deux moyens suivants :

⇒ **CHOIX N°1** : par voie postale, via un courrier recommandé en deux exemplaires papier, sous double enveloppe cachetée, à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">CEA CESTA Bureau des affaires commerciales A l'attention de Marc Trkulja Parc Scientifique et technologique Laseris 1 Avenue du Médoc – Bâtiment BEHL 33114 LE BARP</p>

L'enveloppe extérieure portera :

- l'adresse et le destinataire mentionnés ci-dessous ;
- la mention « NE PAS OUVRIR, CONSULTATION, REF. B25-00686-MaTMAT ».

L'enveloppe intérieure, contenant la globalité du dossier et les documents l'accompagnant, portera :

- la référence et le sujet de la consultation ;
- le nom de l'entreprise ;
- le nom du chargé d'affaires du soumissionnaire.

⇒ **CHOIX N°2** : dépôt par un organisme transporteur ou par le soumissionnaire

Le nombre et la forme des exemplaires du dossier ainsi que l'adresse de livraison sont les mêmes qu'en cas d'envoi postal (choix n° 1).

Dans ce cas, le dossier doit obligatoirement être déposé à l'accueil du bâtiment BEHL entre 8h et 15h30, contre la remise d'un récépissé.

Aucun dossier ne peut être remis en main propre au Bureau des affaires commerciales.

ARTICLE 14 : VALIDITE DES OFFRES

Les prix mentionnés dans l'offre du soumissionnaire sont établis hors taxes aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les offres sont valables 12 mois à compter de la date de remise des plis.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS GENERALES

15.1 - Indemnités

Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les frais divers engagés pour la préparation de son offre.

15.2 - Utilisation de la langue française

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français.

15.3 - Confidentialité

Les soumissionnaires s'engagent à traiter l'information contenue dans le DCE de manière confidentielle et à ne la divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres pour l'établissement de leur offre. Elles répondent du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant de la présente consultation ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les soumissionnaires sont tenus de respecter le caractère secret ou confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur offre.

Le DCE est la propriété du CEA.

15.4 - Propriété, conservation de l'offre

Pour les soumissionnaires non attributaires, il sera fait application des dispositions de l'article R2384-5 du code de la commande publique.

Pour le soumissionnaire attributaire, l'offre devient une pièce contractuelle du marché à titre supplétif et est de plein droit la propriété du CEA, à l'exclusion des droits de propriété intellectuelle et industrielle dudit soumissionnaire attributaire.

15.5 - Droits de propriété intellectuelle

Les soumissionnaires indiqueront les droits de propriété intellectuelle et titres de tous ordres qu'ils entendent utiliser dans l'exécution du marché. En particulier, ils mentionneront ceux qui conditionnent la réalisation des études et prestations de cette mission. Les soumissionnaires justifieront de pouvoir bénéficier librement des droits d'exploitation relatifs à ces propriétés intellectuelles.

Toute situation particulière dans ce domaine devra être mentionnée dans la proposition, précisant les droits et obligations du soumissionnaire, leur durée, l'impact potentiel sur le marché.

15.6 - Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, l'entreprise retenue par le CEA devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner avant l'attribution du marché.

Dans le cas où le soumissionnaire retenu ne produirait pas ces documents dans le délai fixé par le CEA, son offre sera rejetée sans autre formalité.

15.7 - Droit d'accès à la base fournisseurs

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes

physiques qui figurent dans les dossiers de candidature ou d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou fax à :

CEA Centre DAM – Ile de France Chef du Service Achats et Politique Industrielle (SAPI) Bruyères le Chatel 91297 Arpajon Cedex FRANCE Fax : +331 69 26 70 09

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier au demandeur.

ANNEXE 1 : MODALITES D'ACCES AUX DOCUMENTS DE NIVEAU DIFFUSION RESTREINTE DE LA CONSULTATION

Le candidat / soumissionnaire envoie le paragraphe 7 du fichier « Engagement du soumissionnaire protection information DR.pdf », dûment complété et signé. Ce dernier doit être envoyé au Bureau des affaires commerciales du CESTA par mail à l'adresse marc.trkulja@cea.fr , avec en copie l'adresse mail : cesta.relations_fournisseurs@cea.fr.

Suite à cet envoi, le code d'accès au fichier crypté devra être demandé par téléphone au 05.57.04. 51.17 ou au 05.57.04.47.32 du lundi au vendredi de 8h à 16h30.

Une fois le code obtenu et le DCE décompressé, le fichier Centreusinage_DR.zed peut être décrypté à l'aide du logiciel téléchargeable à l'adresse <https://www.primx.eu/zed-limited-edition.aspx>

Une fois que vous avez cliqué sur le lien ci-avant sélectionnez la version correspondante à votre système d'exploitation :



Une fois le téléchargement terminé ouvrez le fichier et lancez le fichier.

Dans le logiciel ouvert sélectionnez votre fichier Centreusinage _DR.zed puis insérez le mot de passe.

ANNEXE 2 : DISPOSITIONS PRATIQUES DE REMISE DE DOCUMENTS PAR VOIE ELECTRONIQUE

1. Délai minimum pour obtenir un certificat électronique

Le candidat / soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le candidat / soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au candidat / soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Un test de configuration du poste de travail ainsi qu'une consultation de test sont mis à sa disposition sur la plateforme de dématérialisation des procédures (cf. menu « Tester ma configuration / consultation de test »).

L'ensemble des informations relatives aux certificats électroniques est disponible dans « Liste des certificats RGS » de la plateforme. Une hotline ATEXO est également disponible au n° de téléphone suivant : 01.76.64.74.07.

2. Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) et respecter le niveau de sécurité exigé. Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
PRIS V1 (France) (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le candidat / soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts.

En conséquence, le candidat / soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.